

GONESSE Le ministre de l'Education était hier à l'école Roger-Salengro

Vincent Peillon défend ses nouveaux rythmes scolaires



Gonesse, hier matin. Vincent Peillon est venu inaugurer l'école Roger-Salengro qui a été entièrement rénovée. Il en a profité pour promouvoir sa réforme des rythmes scolaires. (AFP/Kenzo Tribouillard.)

« Quand l'école avance, la République avance. » Dans le hall de l'école Roger-Salengro entièrement rénovée, dans le quartier des Marronniers, Vincent Peillon, en « visite inaugurale » des lieux, est surtout venu hier promouvoir sa réforme des rythmes scolaires : le passage « si possible dès septembre 2013 » à des semaines de quatre jours et demi pour les enfants de maternelle et de primaire, ponctuées par des « activités péri-éducatives ». Une visite très attendue à Gonesse, où l'on appliquera cette réforme dès la rentrée prochaine.

Suivi par plusieurs dizaines de micros, de photographes et de caméras, le ministre de l'Éducation nationale a échangé avec des élè-

ves, des enseignants et des parents et a écouté les inquiétudes des uns et des autres. « Vous voulez raccourcir nos vacances ? » s'enquiert un élève. « Mais non, pour l'instant, nous discutons », répond Vincent Peillon. « Combien les activités périscolaires mais aussi les frais de baby-sitter supplémentaires vont-ils nous coûter ? » s'angoisse un papa.

« Cette réforme va permettre d'assurer la réussite de vos enfants »

Vincent Peillon

Rassurant les uns et les autres, le ministre répète inlassablement son credo : « Les rythmes scolaires aujourd'hui ne sont pas les bons. Cette réforme va permettre d'assurer la réussite de vos enfants et d'amé-

liorer l'égalité des chances. D'ailleurs, les villes les plus pauvres de France, de Denain (Nord) à Villiers-le-Bel, l'ont adoptée et ont compris cette formidable opportunité pour la jeunesse. »

Il a ensuite répété son message aux élus (*lire en encadré*). « Grâce à cette mesure, tout le monde se parle : parents, enseignants, collectivités locales, se félicite le ministre. C'est une partie d'une réforme globale qui se poursuivra dans la concertation et dans la vérité. »

BÉNÉDICTE AGOUDETSE

LIRE AUSSI

Le fait du jour

PAGES 2 ET 3

« Des frais énormes pour la collectivité »

TÉMOIGNAGE Jean-Luc Herkat, maire DVD de Bonneuil-en-France

La réforme des rythmes scolaires ne préoccupe pas que les parents et les enseignants, mais également les communes, chargées de mettre en place ce grand changement. Hier midi, Vincent Peillon a fini sa visite à Gonesse par une rencontre avec les élus de l'arrondissement de Sarcelles. La plupart se sont souvent montrés anxieux.

« Mon souci, lance Michel Aumas, le maire (PR) d'Arnouville, c'est de trouver trente animateurs » pour assurer les activités périscolaires. A Villiers-le-Bel, le socialiste Jean-Louis Marsac, qui appliquera la réforme « avec difficulté » dès

septembre se dit préoccupé « par la question du niveau scolaire des animateurs ». « Et puis, dans notre ville, la quatrième la plus pauvre de France, souligne-t-il, les risques de surcoût de cette réforme sont un sujet d'inquiétude pour les parents ».

Les petites communes ne sont guère plus enthousiastes. « A Bonneuil-en-France, nous n'avons pas le budget pour l'appliquer dès 2013. Il nous faut budgéter les transports scolaires supplémentaires, des frais énormes pour la collectivité », martèle Jean-Luc Herkat, le maire (DVD). « Dans mon village, l'école est trop petite pour organiser ces

activités. Comment faire ? » interroge Yves Murru, le maire (DVD) de Puisseux-en-France. « J'encourage à la réflexion », insiste le ministre, précisant que « les fonds alloués à la réforme seront pérennisés ». « Si vous ne pouvez pas appliquer la réforme dès 2013, vous le ferez en 2014, conclut Vincent Peillon. Mais mieux vaut corriger les insuffisances dès 2013. On sait qu'il est meilleur pour l'enfant d'apprendre les mathématiques à 10 heures le mercredi matin qu'à 16 heures en semaine. Pas sûr qu'en prolongeant le temps on arrivera à mieux faire, ni que ce sera plus facile en année électorale, l'an prochain. » B.A.

Les syndicats mobilisés contre la restructuration

Les postiers en grève aujourd'hui

La distribution du courrier devrait être perturbée dans le Val-d'Oise aujourd'hui. A l'appel de l'ensemble des syndicats, les employés des services courrier, mais aussi des guichets, sont appelés à faire grève. Dès 7 heures, les agents se rassembleront notamment devant les bureaux d'Ermont, Eaubonne et Francville pour distribuer des tracts aux usagers. A 14 heures, un autre rassemblement est prévu devant la direction territoriale, à Cergy.

La colère gronde depuis l'annonce, fin novembre, d'un vaste plan de restructuration départementale sur le service courrier, comprenant les fermetures de la plate-forme industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône et des sites de distribution de Cergy-Grand-

Centre, Cergy Axe majeur Ouen-l'Aumône. 400 employés sont concernés par ce projet, les distributions d'Eaubonne et Francville seront respectivement supprimées. La suppression de 31 points de distribution millier répertorié au service également été évoquée.

Depuis le 19 décembre, des manifestations syndicales ont lieu devant le cabinet d'experts afin de limiter les risques psychosociaux liés à ces restructurations. Une expertise a été confiée par la direction, mais elle n'a encore débuté. « Nous n'avons pas reçu le devis », dit la direction, ce que conteste le syndicat SUD

Vallangoujard. Une classe supprimée à la rentrée Les parents de l'école Grangeon d

« Déçus. » Tel était le sentiment de la quinzaine de parents de l'école Grangeon à Vallangoujard à l'issue de l'audience de l'inspection académique hier. La délégation, qui protestait contre la suppression annoncée d'une classe à la rentrée 2013 et par conséquent la suppression d'un poste d'enseignant, espérait que l'Education nationale ferait machine arrière. Sans succès. Avec soixante-sept inscrits pour la prochaine rentrée, il manque actuellement huit élèves pour éviter la suppression. « On a jusqu'au mois de juin pour les trouver. On a l'espoir d'y arriver, indique Mylène Boulon, déléguée de parents. Mais on voudrait revenir à notre statut de classe à surveiller, car le poste d'enseignant serait maintenu et on serait plus sereins à chercher. » Comme vendredi matin, les parents d'élèves, qui ont obtenu 160 signatures pour leur pétition, ont empêché la tenue de la commission de l'inspection académique. Ils renouvelleront leur opération aujourd'hui. A 17 h 30, ils se rendront au CDEN (conseil départemental de l'Éducation nationale), pour demander ces mesures de carte scolaire, pour rencontrer la directrice de l'inspection académique et le préfet du Val-d'Oise.

Vauréal. Plus de 1 000 € récoltés

Le tournoi Handi'cap fait un carton

Plus de cent joueurs ont répondu à l'invitation de l'association Ex Aequo et se sont retrouvés au gymnase des Toupetts à Vauréal dimanche, à



l'occasion de la troisième édition du tournoi de handball mixte Handi'cap. Issus de plusieurs clubs du département comme le HBC Paris, Goussainville, Cergy, Magny-en-Vexin ou Marines, ils ont permis de récolter un peu plus de 1 000 €. Ces fonds serviront à financer l'achat de matériel pour des activités sportives mises en place par l'association. Ils ont profité de jeunes pensionnaires d'un IME (institut médico-éducatif) et, ailleurs, les participants et visiteurs ont pu s'initier à des disciplines sportives comme le torball (sport de ballon pratiqué par des personnes handicapées) et être sensibilisés au handicap à travers des parcours à réaliser avec des masques occultants (simulant la cécité) ou en fauteuil roulant.

Taverny. Le CIO et la CPAM doivent fermer Motions au conseil municipal en faveur des services publics

Réuni vendredi soir pour le vote du budget 2013, le conseil municipal a voté une motion pour « la défense d'un service public de qualité à Taverny ». Par cette délibération, les élus ont souhaité interpeller l'opinion sur les fermetures prochaines du centre d'information d'orientation (CIO) et de l'agence de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) situés sur la commune. Le recteur a en effet écrit au courrier à la mairie pour annoncer que le CIO installé place de la mairie depuis 1997 fermerait ses portes à la fin de l'année scolaire, obligeant les élèves tabernaciens à se rendre à Ermont ou Montmorency. Contre la CPAM, des représentants syndicaux ont averti la municipalité que l'ensemble des services déconcentrés serait bientôt regroupé dans l'immeuble Le Galien, à Cergy.